

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 JANVIER 1919.

Projet de loi autorisant certaines dérogations à la loi du 10 avril 1890 - 3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. MABILLE.

MESSIEURS,

Le projet de loi autorisant certaines dérogations à la loi sur la collation des grades académiques contient deux espèces de dispositions : les unes concernent la généralité des étudiants fréquentant l'enseignement supérieur, les autres n'intéressent que les jeunes gens qui ont servi la patrie pendant la guerre.

I. — La loi de 1890, dans ses articles 13 et suivants, fixe d'abord le programme détaillé des examens universitaires, puis, elle détermine, pour chaque examen, la durée maxima des études, c'est-à-dire le temps qui doit s'écouler entre les divers examens.

Quant au programme des études qui, depuis 1891, sont à la base de notre haut enseignement, l'exposé des motifs déclare qu'il n'est rien innové.

Mais, à raison de la prolongation de la guerre, on a pensé que la durée maxima des études pourrait être diminuée « et qu'il serait possible de » mettre les jeunes gens à même de s'assimiler les matières de l'enseignement dans un laps de temps moins long que ne l'exige la loi de 1890 ».

(1) Projet de loi, n° 19.

(2) La Commission, présidée par M. MABILLE, était composée de MM. Cocq, CRICK, DE PONTIÈRE, HANSENS, HUYSMANS, THÉODOR et VAN CAUWELAERT.

En conséquence, pour permettre à la généralité des étudiants de hâter l'obtention de leur diplôme final, il serait décidé que, pendant trois ans, à partir du 1^{er} janvier 1919, ils pourront se présenter à l'examen, dans l'une des sessions ordinaires, quand ils se croiront suffisamment préparés, quel que soit le temps pendant lequel ils ont suivi les cours de l'épreuve qu'ils désirent subir. On les suppose capables d'un effort plus grand en vue d'arriver au terme de leurs études retardées. Il est d'ailleurs permis de croire que beaucoup d'entre eux se seront déjà préoccupés de leurs matières d'examen pendant leurs années de loisir, prenant ainsi une avance qui leur facilitera la tâche à l'Université.

Pour leur permettre d'arriver plus aisément à ce résultat, il sera institué une troisième session ordinaire d'examen.

Tel est le régime offert à ceux qui, prêts à aborder les études universitaires dans les premières années de la guerre, en 1914, 1915 et 1916, perdirent un temps considérable, à cause de la fermeture des Universités.

Quant à ceux qui ne quittèrent le collège qu'en août 1917 et 1918, leur situation est presque normale, et il ne paraît pas qu'il faille établir, en leur faveur, des dérogations qu'un intérêt considérable ne justifie plus.

II. — En dehors de ces dispositions établies pour la généralité, il a paru qu'il y avait lieu de s'occuper spécialement des jeunes gens qui ont passé les années de guerre sous les drapeaux.

Habituellement, le jeune homme finit à 17 ou 18 ans, les études humanitaires exigées par la loi de 1890, et alors, ayant terminé ses classes, il peut obtenir, pour entrer à l'Université, l'attestation qu'il a fait avec fruit ses humanités. Mais nous avons vu, avec une admiration émue, des jeunes gens, des adolescents, ne pas attendre la fin de leurs études humanitaires pour mettre leur jeune vaillance au service de la Patrie. Va-t-on leur interdire l'entrée de l'Université parce qu'il leur manque le certificat réglementairement exigé? L'idée n'en viendra à personne. Eussent-ils manqué d'un peu de formation littéraire ou scientifique, ils ont certainement acquis, dans leur rude métier, une maturité et une élévation d'esprit qui suppléent amplement à ce qui leur a fait défaut pour le parachèvement de leurs études classiques.

On établit donc à leur profit la présomption que leurs études ont été ce qu'elles devaient être.

Mais pourtant, sur ce point, il a paru à votre Commission que le texte de l'article 2, 1^o manquait de précision. Il est d'une telle généralité qu'il semblerait, qu'à sa faveur, les portes de l'Université seront largement ouvertes à tout le monde. D'où que l'on vienne, dès que l'on justifie soit que l'on arrive du front, on serait assuré d'être accueilli dans toutes les facultés, n'eût-on suivi que des cours d'enseignement primaire, n'eût-on aucune formation, ni rien de cette culture classique qu'il est bien dans l'esprit de la loi d'exiger de tous, pour avoir accès aux études universitaires.

Tout en désirant faciliter les études des jeunes gens qui se sont dévoués

pour leur pays, il ne peut être question de sacrifier l'intérêt primordial de l'enseignement, qui réclame les humanités comme préparation aux études universitaires. Rien n'est changé à cet égard.

Mais, exceptionnellement, la preuve que les humanités ont été complètes au vœu de la loi, ne sera pas exigée : voilà l'innovation.

C'est pour prévenir tout doute à cet égard que votre Commission propose de rédiger ainsi l'article 2 :

Les dispositions suivantes sont établies en faveur des jeunes gens qui ont rempli, pendant la guerre, leur devoir envers la Patrie, et qui en justifieront par un certificat délivré par le Ministre de la Guerre dans les conditions et dans les formes réglées par un arrêté royal :

1^{re} Dispense est accordée des certificats d'études moyennes et des épreuves préparatoires exigés par les articles 5, 9 et 12 de la loi du 10 avril 1890 - 3 juillet 1891 aux jeunes gens qui, pour servir la Patrie, ont interrompu les études leur permettant d'obtenir ce certificat ;

2^o Pendant les trois années prévues à l'article 1^{er}, les facultés des Universités sont autorisées à instituer, pour tous les jeunes gens porteurs du certificat du Ministre de la guerre, des sessions supplémentaires d'examens et d'épreuves et à répartir les matières du programme légal comme elles le jugeront utile.

*
* * *

Les autres articles n'ont donné lieu à aucune modification, sauf l'article 1^{er} où, selon un amendement de M. le Ministre des Sciences et des Arts, le point de départ des trois ans prévus par la loi, est reporté au 1^{er} janvier 1919.

*
* * *

L'attention de la Commission a été appelée sur la valeur des diplômes conférés, pendant la guerre, par des Universités étrangères. Cet objet sort du cadre du projet de loi, mais il importerait que ce point fût envisagé sans tarder pour prévenir les difficultés qui pourraient surgir à ce propos.

Le Président-Rapporteur,

LÉON MABILLE.

**TEXTE PROPOSÉ
PAR LA COMMISSION.**

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions des articles 13 à 28 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la durée minima des études, sont suspendues pendant trois ans, à partir du premier janvier 1919, pour tous les étudiants, etc.

(Le reste comme au projet du Gouvernement.)

ART. 2.

Les dispositions suivantes sont établies en faveur des jeunes gens qui ont rempli, pendant la guerre, leur devoir envers la Patrie, et qui en justifieront par un certificat *délivré par le Ministre de la Guerre, dans les conditions et dans les formes réglées par un arrêté royal* :

1° Dispense est accordée des certificats d'études moyennes et des épreuves préparatoires exigés par les articles 5, 9 et 12 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 *aux jeunes gens qui, pour servir la Patrie, ont interrompu les études leur permettant d'obtenir ce certificat* ;

2° Pendant les trois années prévues à l'article premier, les facultés sont autorisées à instituer *pour tous les jeunes gens porteurs du certificat du Ministre de la Guerre*, des sessions supplémentaires d'examens et d'épreuves et à répartir les matières du programme légal comme elles le jugeront utile.

(Le reste comme au projet du Gouvernement.)

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.**

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen van de artikelen 13 tot 28 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 betreffende den minimum-duur der studiën worden, te rekenen van *eersten Januari 1919*, gedurende drie jaar geschorst voor alle studenten, enz.

(Het overige zooals in het ontwerp van de Regeering.)

ART. 2.

De navolgende bepalingen worden vastgesteld ten voordeele van de jongelingen die zich, gedurende den oorlog, van hun plicht jegens het Vaderland hebben gekweten en dit bewijzen door een getuigschrift *afgeleverd door den Minister van Oorlog op de wijzen en in den vorm bepaald bij koninklijk besluit* :

1° De getuigschriften van middelbare studiën en de voorbereidende proeven voorzien bij de artikelen 5, 9 en 12 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 worden niet geëischt *van de jongelingen die, om het Vaderland te dienen, de studiën hebben onderbroken, welke op dit getuigschrift recht geven*.

2° Gedurende de drie jaar, voorzien bij artikel 1, zijn de faculteiten gemachtigd om ten behoeve *van al de jongelingen, die in 't bezit zijn van het getuigschrift van den Minister van Oorlog*, bijgevoegde zittingen voor de examens en proeven in te stellen en de leerstoffen van het wettelijk programma te verdeelen zooals zij het nuttig achten.

(Het overige zooals in het ontwerp van de Regeering.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 JANUARI 1919.

Ontwerp van wet waarbij wordt afgeweken van de wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 op het begeven van de academische graden en op het programma der universiteitsexamens ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **MABILLE**.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, waarbij sommige afwijkingen van de wet op het begeven van de academische graden worden toegelaten, behelst twee soorten van bepalingen : de eene betreffen de algemeenheid der studenten die het hooger onderwijs volgen, de andere slechts de jongelingen, die gedurende den oorlog het vaderland dienden.

1. — Bij artikel 13 en volgende bepaalt de wet van 1890 eerst het omstandig programma der universiteit-examens en stelt verder voor ieder examen den maximum-duur der studiën vast, met name den tijd die tusschen de verschillende examens moet verlopen.

Voor het programma der studiën die, sedert 1891, tot grondslag dienen van ons hooger onderwijs, verklaart de memorie van toelichting dat er niets nieuws wordt ingevoerd.

Doch, daar de oorlog zoolang duurde, heeft men gedacht dat de maximum-duur der studiën kon worden verminderd « en dat het mogelijk » ware de jongelingen in staat te stellen, de vakken van het onderwijs » op minder tijd aan te leeren dan de wet van 1890 het vereischt ».

(1) Wetsontwerp, n^o 19.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer **MABILLE**, bestond uit de heeren **Cocq**, **CRICK**, **DE PONTIÈRE**, **HANSENS**, **HUYSMANS**, **THÉODOR** en **VAN CAUWELAERT**.

Bijgevolg, om aan de algemeenheid der studenten toe te laten hun eind-diploma vroeger te bekomen, zou er beslist worden dat zij zich gedurende drie jaar, met ingang van 1 Januari 1919, voor het examen mogen aanbieden tijdens een der gewone zittingen, indien zij zich genoeg voorbereid achten, welke ook de tijd weze, dat zij de leergangen van de proef, waarvoor zij zich aanbieden, hebben gevolgd. Men veronderstelt dat zij bekwaam zijn voor eene grootere krachtsinspanning om hunne vertraagde studiën te voltrekken. Men mag overigens denken dat velen onder hen zich reeds, gedurende hunne vrije jaren, met de vakken van hunne examens hebben beziggehouden en aldus, bij voorbaat, een werk verricht, dat hun de studie ter hoogeschool zal vergemakkelijken.

Om hun toe te laten dien uitslag gemakkelijker te bereiken, wordt een derde gewone examen-zitting ingesteld.

Zulke regeling wordt aangeboden aan hen die bereid waren om de hoogeschoolstudiën in de eerste jaren van den oorlog, in 1914, 1915 en 1916 aan te vangen en uit hoofde van de sluiting der hoogescholen merkelijk veel tijd verloren.

Zij, die slechts in Augustus 1917 en 1918 het college verlieten, verkeerden in eenen nagenoeg regelmatigigen toestand en het schijnt niet dat men, te hunnen voordeele, afwijkingen moet huldigen, die niet meer te wettigen zijn door een aanzienlijk belang.

II. — Buiten die voor de algemeenheid der studenten ingevoerde bepalingen, heeft men noodig geacht zich in 't bijzonder bezig te houden met de jongelingen die de oorlogsjaren onder de wapens doorbrachten.

Gewoonlijk eindigt een jongeling op zijn 17^e of 18^e jaar de humaniora, door de wet van 1890 vereischt, en dan, bij het eindigen zijner schooljaren, kan hij, om tot de hoogeschool toegelaten te worden, het getuigschrift bekomen dat hij met vrucht zijne humaniora heeft gevolgd. Maar met eene ontroerde bewondering zagen wij nog zelfs niet volwassen jongelingen, zonder het einde hunner humaniora af te wachten, hunne jeugdige dapperheid ten dienste van het Vaderland stellen. Zal men hun den toegang tot de Hoogeschool weigeren, omdat zij het door 't reglement vereischte getuigschrift niet bezitten? Daar zal niemand aan denken. Al hadden zij wat minder letterkundige of wetenschappelijke opleiding, zij hebben voorzeker, bij hun ruwe taak, eene rijpheid en verhevenheid van geest opgedaan die ruimschoots opwegen tegen hetgeen hun voor de geheele voleinding hunner classische studiën ontbrak.

Men neemt dus te hunnen voordeele het vermoeden aan, dat hunne studiën geweest zijn hetgeen ze moesten.

Maar op dit punt scheen het uwe Commissie toe, dat de tekst van artikel 2, 1^o, niet nauwkeurig genoeg was. Die tekst is zoo algemeen dat men zou denken, dat daardoor de deuren der Hoogeschool wagenwijd zullen openstaan voor iedereen. Van waar men ook kome, zoodra men maar bewijst dat men van het front komt, zou men zeker zijn tot alle faculteiten te worden

toegelaten, al hadde men enkel de leergangen van het lager onderwijs gevolgd, al bezat men hoegenaamd geen opleiding, noch iets van die classische cultuur, die wel door den geest der wet bepaald wordt geëischt van alwie tot de hoogeschoolstudiën wenscht toegelaten te worden.

Wij wenschen, wel is waar, de studiën der jongelingen, die zich voor hun land hebben opgeofferd, te vergemakkelijken, maar daarom kan er geen sprake zijn van opoffering van het hoofbelang van het onderwijs, dat humaniora als voorbereiding tot de hoogeschoolstudiën vergt. Niets is dienaangaande veranderd.

Doch bij uitzondering zal het bewijs, dat de humaniora volledig waren in den zin der wet, niet vereischt worden : dat is de nieuwigheid.

Om allen twijfel dienaangaande te voorkomen, stelt uwe Commissie u voor, artikel 2 te doen luiden als volgt :

De navolgende bepalingen worden vastgesteld ten voordeele van de jongelingen die zich, gedurende den oorlog, van hun plicht jegens het Vaderland hebben gekwetend en dit bewijzen door een getuigschrift afgeleverd door den Minister van Oorlog op de wijzen en in den vorm bepaald bij koninklijk besluit :

1^o De getuigschriften van middelbare studiën en de voorbereidende proeven voorzien bij de artikelen 5, 9 en 12 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 worden niet geëischt van de jongelingen die, om het Vaderland te dienen, de studiën hebben onderbroken, welke op dit getuigschrift recht geven.

2^o Gedurende de drie jaar, voorzien bij artikel 1, zijn de faculteiten gemachtigd om ten behoeve van al de jongelingen, die in 't bezit zijn van het getuigschrift van den Minister van Oorlog, bijgevoegde zittingen voor de examens en proeven in te stellen en de leerstoffen van het wettelijk programma te verdeelen zooals zij het nuttig achten.

*
* *

De overige artikelen gaven geen aanleiding tot wijziging, behoudens artikel 1, waarin, volgens een amendement van den Minister van Wetenschappen en Kunsten, het uitgangspunt der drie jaar, door de wet voorzien, gesteld wordt op 1 Januari 1919.

*
* *

De aandacht der Commissie werd getrokken op de waarde der diploma's, tijdens den oorlog door uitlandsche hoogeschole toegekend. Die zaak valt buiten het bestek van het wetsontwerp, maar het is niet van belang ontbloot, dat men dit punt zonder uitstel onderzoeken om de moeilijkheden te voorkomen welke daaromtrent konden oprijzen.

De Voorzitter-Verslaggever,

LÉON MABILLE.

**TEXTE PROPOSÉ
PAR LA COMMISSION.**

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions des articles 13 à 28 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la durée minima des études, sont suspendues pendant trois ans, à partir du premier janvier 1919, pour tous les étudiants, etc.

(Le reste comme au projet du Gouvernement.)

ART. 2.

Les dispositions suivantes sont établies en faveur des jeunes gens qui ont rempli, pendant la guerre, leur devoir envers la Patrie, et qui en justifieront par un certificat *délivré par le Ministre de la Guerre, dans les conditions et dans les formes réglées par un arrêté royal* :

1° Dispense est accordée des certificats d'études moyennes et des épreuves préparatoires exigés par les articles 5, 9 et 12 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 *aux jeunes gens qui, pour servir la Patrie, ont interrompu les études leur permettant d'obtenir ce certificat* ;

2° Pendant les trois années prévues à l'article premier, les facultés sont autorisées à instituer *pour tous les jeunes gens porteurs du certificat du Ministre de la Guerre*, des sessions supplémentaires d'examens et d'épreuves et à répartir les matières du programme légal comme elles le jugeront utile.

(Le reste comme au projet du Gouvernement.)

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.**

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen van de artikelen 13 tot 28 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 betreffende den minimum-duur der studiën worden, te rekenen *van eersten Januari 1919*, gedurende drie jaar geschorst voor alle studenten, enz.

(Het overige zooals in het ontwerp van de Regeering.)

ART. 2.

De navolgende bepalingen worden vastgesteld ten voordeele van de jongelingen die zich, gedurende den oorlog, van hun plicht jegens het Vaderland hebben gekweten en dit bewijzen door een getuigschrift *afgeleverd door den Minister van Oorlog op de wijzen en in den vorm bepaald bij koninklijk besluit* :

1° De getuigschriften van middelbare studiën en de voorbereidende proeven voorzien bij de artikelen 5, 9 en 12 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 worden niet geëischt *van de jongelingen die, om het Vaderland te dienen, de studiën hebben onderbroken, welke op dit getuigschrift recht geven*.

2° Gedurende de drie jaar, voorzien bij artikel 1, zijn de faculteiten gemachtigd om ten behoeve *van al de jongelingen, die in 't bezit zijn van het getuigschrift van den Minister van Oorlog*, bijgevoegde zittingen voor de examens en proeven in te stellen en de leerstoffen van het wettelijk programma te verdeelen zooals zij het nuttig achten.

(Het overige zooals in het ontwerp van de Regeering.)